

## UNE MAJORITÉ DEVENUE MINORITÉ : LES RUSSES DU KAZAKHSTAN <sup>1</sup>

SÉBASTIEN PEYROUSE

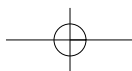
Au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique, l'ancien dissident Alexandre Soljenitsyne exige des remaniements territoriaux en faveur de l'unité du peuple russe et dénonce, lors d'une intervention à la Douma, une Fédération de Russie qui aurait pris son indépendance en abandonnant à eux-mêmes 25 millions de Russes. En effet, en décembre 1991, nombre de Russes installés dans les quatorze républiques non russes se retrouvent subitement « à l'étranger ». La transformation de frontières internes, jusque là considérées comme des découpages administratifs, en des frontières externes internationalement reconnues suscite interrogations et inquiétudes, en particulier chez ceux qui se retrouvent soudain minoritaires dans l'État éponyme d'une autre nationalité.

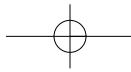
À la chute de l'URSS, les cinq républiques d'Asie centrale abritent près de dix millions de Russes, soit 37 % de l'ensemble de la diaspora <sup>2</sup>. Le Kazakhstan en accueille le plus grand nombre, six millions en 1989. Sa diaspora est la seconde en chiffres bruts après celle d'Ukraine (11 millions en 1989) mais la première en pourcentage ramené au total de la population : les Russes au Kazakhstan représentent 37,8 % alors que ceux d'Ukraine n'atteignent que les 13 %. Dans les autres États d'Asie centrale, les chiffres sont là aussi plus faibles : les Russes représentent 21,5 % de la population au

---

1. Cet article s'inspire des thèses de l'ouvrage : M. Laruelle & S. Peyrouse, *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, Préface de C. Pujol, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

2. S.S. Savoskul, *Russkie novogo zarubež'ja. Vybor sud'by* [Les Russes du nouvel étranger. Le choix d'un destin], Moskva, Nauka, 2001, p. 347.



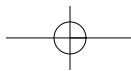


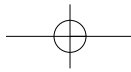
Kirghizstan, 7,6 % au Tadjikistan, 8,4 % en Ouzbékistan, 9,5 % au Turkménistan<sup>3</sup>. La pertinence du « problème russe » au Kazakhstan ne se pose pas uniquement par leur nombre mais par leur caractère foncièrement autochtone : 66 % d'entre eux sont nés dans cette république (le chiffre le plus élevé de toutes les républiques, Ukraine y compris) et plus de 37 % des non-natifs y vivent depuis plus de vingt ans<sup>4</sup>. L'enjeu se révèle également dans la répartition géographique des Russes : ils constituent, au recensement de 1989, de 70 à 80 % de la population des sept régions du Nord du pays presque toutes frontalières de la Russie (Akmolinsk, Karaganda, Kokčetau, Kustanaj, Nord-Est, Nord-Kazakhstan, Pavlodar). Le Kazakhstan se trouve donc dans une situation nationale spécifique puisqu'il doit unifier un Nord massivement russe et européen (minorités polonaises, ukrainiennes, allemandes), un Sud majoritairement kazakh et ouzbek et un espace intermédiaire particulièrement peu peuplé.

En 1991, le Kazakhstan est la seule république indépendante dans laquelle le peuple éponyme n'est pas majoritaire. Il est fragilisé sur le plan national par sa forte minorité russe et la profonde russification / soviétisation qu'a connues la société kazakhe. Par sa situation géographique et son développement économique centré sur l'industrie, il va également particulièrement souffrir de l'affaiblissement trop brutal des liens entre républiques. L'industrie, qui était très largement spécialisée selon les régions et interdépendante des relations avec les autres républiques, a été l'un des secteurs les plus touchés. En une décennie (1989-1999), la production a chuté d'environ 40 %. L'industrie légère s'est effondrée, l'agriculture et l'élevage ont baissé d'un tiers, les récoltes sont mauvaises plusieurs années de suite : celle de 1998 est par exemple inférieure de moitié à celle de 1997 et se trouve être la pire depuis 40 ans.

Cette situation économique a des répercussions directes sur le niveau de vie de la population. Dès 1994, plus de 50 % de celle-ci passe sous le seuil de pauvreté (ce chiffre n'était que de 5 % en 1989). Des milliers d'écoles, de bibliothèques, d'hôpitaux sont

- 
3. V.A. Tiškov, « Russkie v Srednej Azii i Kazaxstane » [Les Russes en Asie centrale et au Kazakhstan], *Issledovanija po prikladnoj i neotložnoj ètnologii*, Moskva, RAN, n° 51, 1993, p. 4.
  4. Pour toute l'Asie centrale, huit millions de Russes (sur neuf millions et demi) y sont nés ou y vivent depuis plus de vingt ans. Voir L.L. Rybakovskij, « Migracionnyj obmen naseleniem meždu central'noj Aziej i Rossiej » [L'échange migratoire de population entre l'Asie centrale et la Russie], *Sociologičeskie issledovanija*, Moskva, RAN, n° 9, 1995, p. 92.



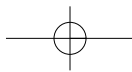


fermés, des maladies comme la tuberculose font leur réapparition, la vaccination des enfants n'est plus systématiquement assurée, les salaires et les retraites ne sont pas versés régulièrement et ne suffisent pas, de toute façon, à compenser la hausse du coût de la vie. En une seule décennie, l'accroissement naturel de la population est divisé presque par trois (de 13,4 à 4,6 ‰), la natalité par un et demi (de 21,6 à 14,7 ‰), la mortalité est en hausse (de 8,2 à 10,1 ‰), l'espérance de vie en baisse (59 ans pour les hommes). Le pays est également classé 88<sup>e</sup> sur 102 pour son taux de corruption par Transparency International. La perte de près de 10 % de la population (plus d'un million et demi de personnes) du pays entre les deux recensements de 1989 et 1999 apparaît comme le signe flagrant des difficultés de la nouvelle république à faire face à son indépendance : elle perd ce qu'elle a de plus précieux, les hommes et leur force de travail.

#### **I. LA PLACE DE LA QUESTION NATIONALE DANS LE DÉBAT PUBLIC**

Dans la première moitié des années 1990, le Kazakhstan était considéré comme l'un des Etats les plus libéraux et démocratiques d'Asie centrale. Une nouvelle Constitution et la prolongation des pouvoirs présidentiels en 1995 marquent cependant un net tournant autoritaire et conduisent à un durcissement envers l'opposition et la presse. Vie politique et question nationale restent alors intrinsèquement liées : les discriminations subies à l'heure actuelle par la minorité russe du Kazakhstan relèvent d'un processus plus global de montée de l'autoritarisme dans la région. Le cas des Russes permet ainsi d'illustrer, sous un angle d'approche précis, la situation générale du Kazakhstan contemporain : ainsi, la difficulté des partis russes à s'exprimer et à défendre leurs intérêts n'éclaire-t-elle pas le peu d'effectivité, même pour la majorité éponyme kazakhe, de l'apparente vie politique du pays ?

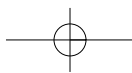
Dans la tradition soviétique, le Kazakhstan accorde dans le débat public une place importante à la question nationale, y voyant là une forme d'expression démocratique de la « société civile » facilement malléable et pouvant être mise au service des seuls intérêts du pouvoir. Dans cette perspective, le président Nursultan Nazarbaev fonde en 1995 l'Assemblée des peuples et tente par là d'apaiser les inquiétudes croissantes des minorités en se fixant comme objectif la construction d'une nation dite kazakhstanaise, citoyenne, sans référence à la nationalité. La politique des nationa-

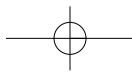


lités menée dans le pays divise néanmoins nettement les minorités en plusieurs groupes. Les plus avantagés sur le plan symbolique sont ceux sans État éponyme (Dounganes, Kurdes, Ouïgours) et ceux considérés comme socialement faibles (Tchéchènes, Bouriates). Un deuxième groupe est constitué par les minorités nationales plus puissantes, bien intégrées socialement et / ou bien épaulées par leur État d'origine : les Allemands et les Coréens tout d'abord et, dans une moindre mesure, les Ukrainiens, les Polonais ou les Grecs. Un troisième groupe est constitué des seuls Russes, marginalisés puisque leur nombre important n'en fait pas une minorité nationale sans toutefois qu'ils fassent partie de ce qui est défini comme la « nation éponyme » kazakhe <sup>5</sup>.

Les 324 membres de cette Assemblée ne sont pas élus mais désignés par le président. Ils sont censés représenter tous les centres culturels des minorités existant au niveau républicain ainsi que les principales religions (islam et christianisme orthodoxe russe <sup>6</sup>). En réalité, seule une moitié des membres provient des centres culturels, l'autre étant constituée de représentants de l'administration. L'Assemblée fonctionne en effet très nettement sur le mode de la cooptation et non sur celui de la représentativité proportionnelle ; elle donne la priorité aux administratifs de la question nationale ainsi qu'aux centres culturels acceptant le jeu officiel <sup>7</sup>. Sur le plan strictement politique, l'Assemblée offre donc à Nazarbaev la possibilité de jouer sur la question nationale afin d'asseoir son pouvoir personnel et de renforcer l'autoritarisme de la république. Elle propose une forme de démocratie à la soviétique, de façade, puisque ceux disposant d'un réel pouvoir de décision ne sont pas élus mais cooptés par le pouvoir lui-même. Le rôle de l'Assemblée et son statut juridique vont en effet en se renforçant, les dernières sessions demandant même l'obtention de pouvoirs législatifs spécifiques.

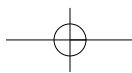
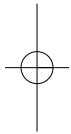
5. Voir l'ouvrage officiel de propagande de l'Assemblée : O. Dymov, *Tepló kazaxstanskoj zemli* [La chaleur de la terre kazakhstanaise], Almaty, Arys, 1999.
6. Sur la question chrétienne en Asie centrale, voir S. Peyrouse, *Des chrétiens entre athéisme et islam. Regards sur la question religieuse en Asie centrale soviétique et post-soviétique*, Préface de Patrick Michel, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003.
7. Consulter les publications officielles de l'Assemblée : *Istoričeskaja pamjat', nacional'noe soglasie i demokratičeskie reformy - graždanskij vybor naroda Kazaxstana* [La mémoire historique, la concorde nationale et les réformes démocratiques sont le choix du peuple du Kazakhstan], Almaty, Žazuši, 1997 ; *Nacional'noe soglasie - osnova stabil'nosti i razvitija Kazaxstana* [La concorde nationale, fondement de la stabilité et du développement du Kazakhstan], Astana, 1999 ; *Duxovno-kul'turnoe razvitie naroda - osnova ukreplenija gosudarstvennoj nezavisimosti Kazaxstana* [Le développement spirituel et culturel du peuple est le fondement du renforcement de l'indépendance étatique du Kazakhstan], Astana, 2001, etc.

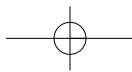




Nazarbaev, qui s'est fait nommer président à vie de l'Assemblée, tente maintenant de lui conférer des pouvoirs accrus, probablement en prévision du moment où il ne pourra plus se maintenir officiellement président de la république. Il continuera ainsi à peser sur la vie publique et à se penser, sur un mode paternaliste, comme la grande figure du pays. La gestion de la question nationale est ainsi censée remplacer la démocratie représentative à l'occidentale par l'expression d'une soi-disant société civile dont l'élément structurant ne serait pas les classes sociales mais l'appartenance nationale.

L'Assemblée a également pour fonction de noyer le problème russe dans une vision plus large de la question nationale. Elle est en effet constituée de 26 % de Kazakhs, 15 % de Russes, 6,5 % pour les Coréens, les Allemands, et les Tatars, les autres minorités bénéficiant de pourcentages inférieurs. L'institution reconnaît ne pas vouloir se focaliser sur les grosses minorités mais donner la parole aux plus petites : plusieurs sessions annuelles se sont même tenues sans qu'aucune association russe n'ait pu s'exprimer. La représentation donnée dans cette institution ainsi que dans toutes les petites Assemblées à chacune des minorités du Kazakhstan, même celles ne regroupant que quelques milliers, voire quelques centaines d'individus, est une tentative du pouvoir pour éviter une trop nette opposition entre Russes et Kazakhs : l'État ne serait ni mono-national ni binational mais plurinational. Ainsi, la législation accorde des droits prioritaires à la nation éponyme kazakhe et reconnaît également de nombreux droits particuliers aux minorités. Les Russes ne rentrent cependant dans aucune de ces deux catégories : ils ne sont pas considérés comme éponymes, mais leur nombre n'en fait pas non plus une minorité nationale comme une autre. L'Assemblée joue ainsi plusieurs cartes simultanément : elle satisfait les petites minorités du pays, qui se contentent largement des droits culturels qui leur sont accordés ; elle symbolise une diversité nationale reconnue et cultivée à destination de la communauté internationale ; elle désolidarise les revendications des Russes de celles des autres minorités, même slaves, et les marginalisent. Pour la question russe qui nous intéresse ici, le cas de l'Assemblée permet de mieux comprendre la spécificité des Russes face aux autres minorités : alors que ces dernières revendiquent et obtiennent des droits culturels et linguistiques, les Russes exigent des concessions politiques et sociales qui ne leur sont pas accordées.

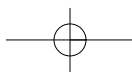
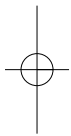


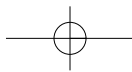


## II. LA KAZAKHISATION LINGUISTIQUE ET ETHNIQUE

La place paradoxale accordée à la question nationale dans le débat public kazakhstanais n'est pas uniquement un effet de discours. Une même ambiguïté se retrouve dans la gestion pratique de sa forme la plus visible, la kazakhisation linguistique et ethnique en cours actuellement. Cette politique de kazakhisation mise en œuvre depuis l'indépendance s'exprime dans des domaines variés : statut particulier des Kazakhs au sein des citoyens kazakhstanais, officialisation de la langue kazakhe au détriment du russe, dégradation de la situation scolaire des russophones, kazakhisation de l'administration mais également de l'économie, exclusion des Russes de l'ensemble de la sphère publique. L'importance accordée par ces derniers à ce processus multiforme ne relève pas uniquement d'une analyse de la situation actuelle mais d'une projection dans le futur : la politique linguistique et scolaire du nouvel État est ressentie par les Russes comme ne laissant aucun avenir à leurs enfants.

Il est toutefois difficile, pour ne pas dire impossible, de dissocier ce qui relève de la discrimination à l'encontre des Russes et ce qui est le fruit, assumé ou non, des décisions parfois arbitraires ou trop volontaristes prises par le pouvoir à l'encontre de ses concitoyens. Les associations de défense des Russes jouent sur les deux tableaux, arguant de leur statut de victimes premières du nouvel État mais rappelant souvent que la politique de Nazarbaev pénalise l'ensemble de ceux, Kazakhs compris, qui ne se retrouvent pas dans les choix effectués depuis 1991. Cette politique générale de kazakhisation que les Russes dénoncent comme un fruit négatif de l'indépendance doit également être replacée dans son cadre historique. Elle n'est en effet que la poursuite, dans des proportions plus manifestes, de la politique d'indigénisation commencée à l'époque brejnévienne. La rupture de 1991, bien que pertinente, n'est pas absolue : à la période soviétique, les républiques n'étaient pas encore des sujets du droit international mais étaient déjà en voie de « nationalisation ». Alors que les ressentiments nationaux s'exprimaient à cette époque de manière discrète, ils sont aujourd'hui cristallisés par la dégradation de la situation économique et la découverte du chômage : la combativité que chacun doit exercer quotidiennement afin de s'en sortir matériellement invite à une perception plus aiguë de la concurrence professionnelle entre les deux nationalités, russe et kazakhe, en particulier pour les postes à fonction administrative ou économique.

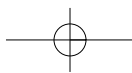




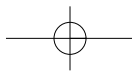
La minorité russe du Kazakhstan s'est donc sentie directement visée par l'affirmation du caractère national kazakh de la république. En effet, dès la Déclaration de souveraineté adoptée le 25 octobre 1990, les Kazakhs sont décrétés « nation constituante de l'État » [*gosudarstvoobrazujuščaja nacija*]<sup>8</sup>, plaçant ainsi les autres peuples dans une situation que les associations russes considèrent comme de « seconde zone ». L'article premier de la Constitution de 1993 affirme, de manière contradictoire avec le préambule, que la république du Kazakhstan est « *la forme d'étatité de la nation kazakhe se constituant* » [*forma gosudarstvennosti samoopredelivšejsja kazaxskoj nacji*]<sup>9</sup>. Cet article est immédiatement dénoncé par les militants russes pour qui les Kazakhs disposeraient d'un statut spécifique et privilégié dans leur rapport à l'État kazakhstanaï. La deuxième Constitution du pays, celle de 1995, suscite elle aussi de nombreuses polémiques puisqu'elle joue là encore double jeu sur la question nationale, définissant le Kazakhstan à la fois comme État des Kazakhstanais et État des Kazakhs. Le préambule affirme en effet : « *Nous, peuple du Kazakhstan, uni par un destin historique commun, créant une étaticité sur l'ancienne terre kazakhe* [na iskonnoj kazaxskoj zemle<sup>10</sup>]... ».

Le second point d'achoppement entre la minorité russe et le pouvoir concerne le statut des langues russe et kazakhe. Le 22 septembre 1989, la « Loi sur les langues dans la république kazakhe » déclare le kazakh langue officielle de la république, tandis que le russe reste langue de communication interethnique et peut être utilisé à égalité avec la langue d'État<sup>11</sup>. S'il n'y a pas eu de changements importants depuis, de plus en plus de professions nécessitent en réalité la connaissance du kazakh, en particulier dans la vie politique et la fonction publique, puisque l'entrée dans celle-ci comporte dorénavant un examen de langue kazakhe. Les administrations publiques de certaines régions du pays sont passées entièrement à la langue nationale en 2002, d'autres sont en passe de le faire. Même dans les régions où les deux langues sont encore uti-

- 
8. D. Kurganskaja & V. Ju. Dunaev, *Kazaxstanskaja model' mežetničeskoj integracii* [Le modèle kazakhstanaï d'intégration interethnique], Almaty, Centr gumanitarnyx issledovanij, 2002, p. 26.
  9. *Kazaxstan : etapy gosudarstvennosti. Konstitucionnye akty* [Kazakhstan : les étapes de l'étaticité. Actes constitutionnels], Almaty, Žeti Žargy, 1997, p. 411.
  10. *Ibid.*, p. 443.
  11. Sur le problème des langues au Kazakhstan, voir N. Masanov, E. Karin, A. Cheboratev & N. Oka, *The Nationalities Question in Post-Soviet Kazakhstan*, MES Series n° 51, Institute of Developing Economies, Jetro, 2002.





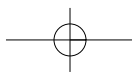


lisées, des pressions sont exercées en faveur du kazakh. Pourtant, la situation reste ambiguë dans la mesure où la législation kazakhstanaise est loin d'être la plus exigeante de l'ex-URSS (comparée par exemple à celle des pays Baltes) mais les pressions les plus lourdes sont officieuses.

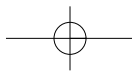
De plus, les classes moyennes kazakhes, urbanisées et cultivées, ne maîtrisent que mal ce qu'elles considèrent comme leur langue maternelle et sont en réalité bien plus souvent russophones que kazakhophones. Ainsi, 68 % des Kazakhs sont satisfaits du double statut actuel de langue d'État pour le kazakh, langue de communication pour le russe. Les Russes, quant à eux, ne prêchent cette dernière solution qu'à 2 % et sont 85 % à vouloir un statut officiel de bilinguisme<sup>12</sup>. Le Kazakhstan était en effet la république d'Asie centrale où le bilinguisme chez le peuple éponyme était le plus développé (41 %) <sup>13</sup>. Plus de 60 % des Kazakhs affirmaient parler couramment russe alors que les Russes ne parlaient kazakh qu'à 0,8 % <sup>14</sup>. On retrouve un schéma analogue dans le système scolaire : nombre d'écoles russes ont été transformées en écoles kazakhes et l'enseignement du russe est en baisse.

Très peu de Kazakhs sont pourtant en faveur d'un État mononational qui aurait expulsé les minorités du pays et institutionnalisé à tous les échelons de la vie publique les valeurs de la kazakhité. Tous ne croient pas, loin de là, au discours du pouvoir souhaitant recréer de toutes pièces une identité kazakhe « originelle », « authentique », débarrassée de son « acculturation » au monde russo-soviétique. Dans leur immense majorité, les Kazakhs perçoivent la Russie comme un voisin peut-être encombrant et dominateur mais « de qualité », un sentiment renforcé par la peur de l'Ouzbékistan et de la Chine, qu'on imagine à l'avenir pouvoir peser sur le pays mais sans lui apporter la culture européenne transmise par les Russes. La minorité russe critique toutefois le fait que la nationalisation du pays ne soit pas uniquement linguistique mais en réalité ethnique. Ainsi, on compte environ 80 % de Kazakhs dans

- 
12. I. Savin, « Upravlenie mestnym mnogoètničnymi soobščestvami v Kazaxstane » in V. Tiškov & E. Filippova (éd.) *Mestnoe upravlenie mnogoètničnymi soobščestvami v stranax SNG* [La gestion locale des communautés pluriethniques dans les pays de la CEI], Moskva, Aviaizdat, 2001, p. 284.
  13. H. Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté ou la révolte des nations en URSS*, Paris, Flammarion, 1978, p. 212.
  14. A. Konovalov, « Gosudarstvo sil'no edineniem » [Un État fort de son unité], *Mysl'*, Almaty, n° 8-9, 2000, p. 4.







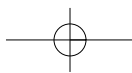
l'administration publique et les milieux universitaires alors que la nationalité éponyme dépasse à peine 50 % de la population du pays.

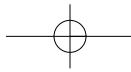
Comme le notent tant l'opposition que les Russes, ethnicisation et autoritarisme du pouvoir vont de pair. L'opposant Nurbulat Masanov a ainsi défini à de nombreuses reprises les élites politiques actuelles comme cherchant à constituer une « *ethnocratie* ». La kazakhisation ethnique de l'administration et de l'économie n'est en effet qu'un mode de pouvoir et d'enrichissement pour les cercles dirigeants. Écarter la minorité russe permet alors de s'accaparer les postes qu'elle maîtrisait auparavant, ceux de l'administration et du politique, ceux de l'économie et du culturel. La discrimination à son encontre garantit une promotion sociale certaine à une partie de la population kazakhe afin de l'assujettir au pouvoir en place et de la fidéliser au nouvel État, qui plus est en des temps économiquement difficiles où la population est choquée par la rapide dégradation de son niveau de vie.

### III. LA VIE POLITIQUE DES RUSSES DU KAZAKHSTAN

Si les Russes du pays expriment de nombreuses revendications, la diversité des associations censées représenter leurs droits ou ceux des Slaves en général, leurs difficultés à s'unir et leurs luttes internes entre tendances radicales et mouvances officielles restent toutefois flagrantes. La fermeture démocratique du pays complique le jeu politique puisqu'il est maintenant impossible aux minorités nationales et qui plus est aux Russes d'obtenir des députés au Parlement. Si l'on peut s'interroger sur la réelle représentativité de ces associations, il faut pourtant reconnaître que ce sont elles qui « portent » l'identité collective : elles présupposent l'existence d'une entité nationale, créent des discours de reconnaissance et la conscience d'une communauté de destin, bénéficient d'une symbolique de représentation aux yeux de l'étranger et des organes chargés de leur défense en Russie.

Avant même l'indépendance, les Russes ont cherché à s'organiser pour résister à ce qu'ils considéraient comme un début de kazakhisation de la république. Dès décembre 1990, un groupe d'enthousiastes crée à Pavlodar une Société de la culture slave, *Slavija*, dont l'objectif est le développement de la culture et des traditions slaves. Après l'éclatement de l'URSS, les revendications revêtent rapidement une couleur plus politique. En mars 1992, après



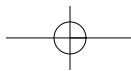


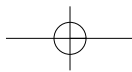
le déboulonnement de la statue du Cosaque Ermak <sup>15</sup>, l'association demande les raisons de ce geste au gouverneur de la région de Pavlodar et présente une pétition de 16 000 signatures pour la reconnaissance du russe comme langue d'État. Les relations avec les autorités se détériorent et les différentes associations culturelles russes décident alors de se doter d'une structure à l'échelle républicaine afin de faire face à la dégradation de leur situation politique.

En septembre 1992, un congrès fondateur regroupant de nombreuses associations et centres culturels russes se réunit à l'initiative des groupes de Pavlodar et d'Akmola (actuelle Astana). Le mouvement *Lad – rosd* [*Respublikanskoe obščestvennoe slavjanskoe dviženie*] est fondé. En 1990 est également créé le mouvement *Edinstvo* [Unité] qui unit plusieurs nations dites « non titulaires », mais celui-ci n'obtient pas son enregistrement pour avoir demandé la reconnaissance du russe comme langue d'État. *Edinstvo* donne néanmoins naissance à deux autres mouvements, dont la *Russkaja obščina*, deuxième association de défense des droits des Russes dirigée par Iurij Z. Bunakov. Officiellement enregistrée en septembre 1992, la *Russkaja obščina* ainsi que *Lad* constituent aujourd'hui encore les deux principaux mouvements de défense des droits des Russes.

Au fil du durcissement autoritaire du Kazakhstan, les entraves régulières au bon fonctionnement des mouvements associatifs ne cessent de croître. En 1997, *Lad* se voit refuser à plusieurs reprises son ré-enregistrement par le ministère de la Justice. Plusieurs hommes politiques russes sont arrêtés. Certains groupes sont accusés de disposer d'armes et de drogue et les contrôles fiscaux se multiplient afin de mettre en doute la réputation des associations. Cette politique conduit également à des violences physiques puisque quatre des principaux leaders de *Lad* ont été agressés, A.V. Dokučeva en 1993, M.N. Golovkov en 1995, V.M. Mixajlov en 1998 et A.P. Šušannikov en 2001 <sup>16</sup>. Ces nombreuses arrestations et entraves administratives ou extra-légales ont été dénoncées par

- 
15. Le Cosaque Ermak a dirigé l'une des grandes expéditions russes, financée par la riche famille des Stroganov, contre le khanat de Sibérie en 1579. Sa victoire, même s'il meurt au combat en 1585, signe le début de la conquête de la Sibérie occidentale par la Russie d'Ivan le Terrible.
  16. *Lad*, n° 5, 2001, p. 2. L'agression de ce dernier a fait scandale et Nazarbaev s'est senti obligé de prendre position sur le sujet. Il a toutefois affirmé qu'aucun Kazakh ne se trouvait parmi les agresseurs et que A.P. Šušannikov devait donc être accusé, par ses propos, d'incitation à la haine interethnique.





plusieurs organisations de droits de l'homme dont Amnesty International.

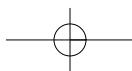
Dans ce contexte difficile, l'unité politique des Russes est loin d'être effective. Les deux principaux mouvements poursuivent en effet des buts différents et ne s'apprécient guère. La *Russkaja občina* n'est pas un parti politique mais une association membre de l'Assemblée des peuples, acceptant donc en partie le jeu du pouvoir sur la question nationale<sup>17</sup>. Lad, de son côté, est souvent – mais pas systématiquement – plus modéré. Au plus fort de son activité, à la moitié des années 1990, il dit fonctionner avec douze sections régionales, environ 20 000 membres et 400 activistes<sup>18</sup>. Il prétend représenter non seulement les Russes mais l'ensemble des minorités slaves et est très peu centralisé, chaque branche régionale ayant ses propres alliances et choix spécifiques. Parti politique avant tout, il a été à plusieurs reprises membre de diverses plate-formes démocratiques d'opposition. Ses représentants sont d'ailleurs souvent adhérents d'un autre parti comme le Parti républicain populaire de l'opposant A. Kažegeldin, Azamat ou bien le Parti communiste. Lad considère en effet que la défense des droits culturels n'est qu'une partie des droits des Russes et qu'il faut avant tout jouer la carte de l'engagement politique. Pour lui, la question russe n'est pas uniquement à poser sur le plan national : plus de démocratie et une amélioration de la situation économique dans l'ensemble du Kazakhstan régleraient en grande partie les problèmes de la minorité russe.

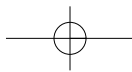
Plus récemment, quelques tentatives ont été faites pour tenter de réorienter ou re-dynamiser la défense de la communauté russo-slave. En 2002, le leader des Cosaques du Semireč'e, G.F. Beljakov, tente de créer sous sa direction un Parti russe du Kazakhstan [*Russkaja partija Kazaxstana*], qui ne réussit pas à obtenir son enregistrement. Le Kazakh Z.A. Bazilbaev, vice-président et théoricien du nouveau mouvement, est un ancien proche de Nazarbaev qui s'est éloigné de ce dernier après s'être présenté face à lui aux élections présidentielles de 1999. Bazilbaev développe un discours paradoxal puisqu'il appelle à ce que les Russes deviennent la « qua-

---

17. L'association a par exemple accepté de signer l'accord sur les organisations sociales et les partis politiques demandé par Nazarbaev en 1997, alors que Lad l'a refusé. Voir : I.Z. Bunakov, « Nestandartnye suždenija - tože pozicija » [Des jugements non conformes sont aussi une prise de position], *Mysl'*, Almaty, n° 8, 1997, p. 20-24.

18. Information donnée lors des entretiens avec les différents représentants de Lad et également disponible dans la présentation du parti sur le site Internet //www.zatuln.ru.





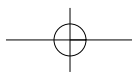
*trième horde du pays* ». Le nouveau parti de G.F. Beljakov ressemble donc avant tout à une forme de club des nationalistes, unis contre le pouvoir jugé a-national et « vendu aux étrangers » de Nazarbaev : Bazilbaev fut par exemple l'un des fondateurs du parti nationaliste kazakh Alaš. Ce dernier, le parti de Beljakov et le Parti communiste ont même tenu une conférence de presse commune au printemps 2003 afin de protester contre la loi de privatisation de la terre en discussion au Parlement. De plus, le parti de Beljakov a fait l'objet de deux pages plutôt élogieuses dans le journal *Kazaxskaja pravda*, l'un des principaux organes de presse du nationalisme kazakh<sup>19</sup>. On assiste donc à une certaine recomposition des marges de la scène politique kazakhstanaise et à une union, toute relative et bien évidemment paradoxale, entre les partis nationalistes, russes comme kazakhs, contre le pouvoir en place.

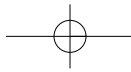
Aujourd'hui, Lad en tant que parti politique n'existe plus réellement : il est intégré au PRP de Kažegeldin, ne n'est pas présenté en tant que tel aux élections de 1999 et n'a pas demandé à se faire ré-enregistrer en 2003. Plusieurs filiales du mouvement n'existent plus que sur le papier et les tentatives d'unifier les Russes ont toutes échoué : Bunakov est considéré comme définitivement rallié au pouvoir et l'Association des organisations slaves, russes et cosaques du Kazakhstan a échoué à servir de cadre unificateur aux actions politiques de la communauté. Pourtant, après l'indépendance, Lad s'était engagé dans le choix le plus constructif : s'investir dans une vie politique démocratique nécessitant des alliances avec des partis non russes, plutôt que s'inscrire comme association culturelle à l'Assemblée des peuples et perpétuer la vision administrative de la question nationale dans son traitement soviétique.

L'évolution autoritaire du Kazakhstan n'a cependant pas validé cette orientation : aujourd'hui, Lad n'a plus grands moyens d'expression et l'opposition, de plus en plus muselée, ne cherche plus nécessairement le soutien de ce petit parti des Slaves/Russes. L'expression des revendications nationales se déplace vers l'Assemblée, dont les pouvoirs vont en se renforçant proportionnellement à la fermeture démocratique du pays. Elle valide ainsi *a posteriori* le choix fait par les membres de la Russkaja obščina de devenir des « fonctionnaires » spécialistes de la question nationale. Conscient de cette évolution, Lad et son nouveau président, V.V. Božarkin, tentent aujourd'hui d'être eux aussi reconnus comme membres de l'Assemblée mais le statut politique de l'association et ses liens, connus, avec des oppo-

---

19. *Kazaxskaja pravda*, Almaty, n° 3, 2003, p. 4-5.





sants comme M. Auezov et N. Masanov, continuent à les rendre suspects aux yeux des autorités politiques.

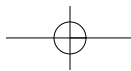
#### IV. LA QUESTION COSAQUE ET L'ENJEU DE L'AUTONOMISME

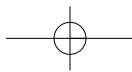
Au sein de la question russe au Kazakhstan, les Cosaques occupent une position particulière mais révélatrice de l'ensemble des enjeux sous-tendus. Pour les Kazakhs, ils symbolisent le passé colonisateur des Russes ; pour ces derniers, le souvenir de l'avancée paysanne dans des steppes considérées comme vides d'habitants ; pour le pouvoir en place, le risque d'une déstabilisation du pays par d'obscures mouvances nationalistes russes en mal d'aventures politiques. Les actions quotidiennes des Cosaques fragilisent en effet le nouvel État kazakhstanaï et exacerbent le sentiment des Russes de l'illégitimité du découpage territorial du pays. Le fait d'être considérés par les autorités comme une « cinquième colonne » au service des intérêts nationalistes russes entrave le dialogue entre les parties concernées. Il faut néanmoins dépasser le duo Cosaques – Kazakhs pour se pencher sur celui entre Russes et Cosaques, leurs objectifs n'étant pas toujours similaires.

La dite « renaissance » des Cosaques dans la dernière décennie écoulée s'avère un exemple pertinent du changement de valeurs, du besoin de discours identitaire et du rêve de retour à l'harmonie sociale qui animent bon nombre de citoyens ex-soviétiques. Au-delà des clichés à sensation et des scandales qui les entourent et qu'ils cultivent à loisir, les Cosaques invitent à une réflexion sur les solutions politiques envisagées à la question russe au Kazakhstan : sécessionnisme des régions septentrionales, fédéralisation du pays, autonomie culturelle pour les minorités, intégration régionale supra-étatique. Ils posent plus largement la question de l'acceptation, par les citoyens post-soviétiques, de changements territoriaux qu'ils jugent « non naturels » et imposés de l'extérieur : le processus d'appropriation des nouveaux États, nécessairement long, suscite chez certains, dans cette première décennie d'indépendance, des difficultés identitaires et des tentations autonomistes. Ainsi, en 1998 encore, 46 % des Russes du Kazakhstan interrogés dans un sondage disaient considérer l'Union soviétique comme leur patrie et seulement 15 % estimaient pouvoir s'intégrer dans le nouvel État <sup>20</sup>.

---

20. Centre d'analyses et d'informations du Parlement du Kazakhstan, cité in M.B. Olcott, *Kazakhstan. Unfulfilled Promise*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002, p. 179.





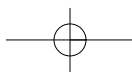
Les Cosaques du Kazakhstan se divisent aujourd'hui en trois communautés qui réactualisent les regroupements historiques traditionnels des steppes kazakhes, ceux d'Ural'sk, de Sibérie et du Semireč'e<sup>21</sup>. L'historique de chacun d'eux depuis une décennie fait apparaître des choix politiques et identitaires bien différents, en partie explicables par leur passé. Les Cosaques de la région d'Ural'sk, au Nord-Ouest du pays, ont été parmi les premiers à vouloir profiter de la perestroïka pour se reconstituer en tant que communauté et s'étendent jusqu'à Atyrau, sur les bords de la mer Caspienne. Très rapidement, les plus radicaux demandent une loi de réhabilitation semblable à celle existant en Russie afin d'obtenir le droit aux terres fertiles qui longent le fleuve Oural. En 1991-1993, ils constituent le fer de lance du nationalisme russe et cosaque dans le pays mais sont aujourd'hui les plus dépolitisés au niveau républicain<sup>22</sup>. Ayant obtenu une partie des terres revendiquées, ils s'investissent uniquement dans la vie locale et souhaitent participer à la résolution des problèmes écologiques du Kazakhstan occidental, en particulier la question du maintien des ressources en poisson du fleuve Oural et du lac Tchelkar.

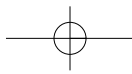
La communauté cosaque du Semireč'e est quant à elle restée longtemps non enregistrée en raison de l'activisme politique de l'ataman Gunkin puis de celui de Beljakov, qui n'a pas joué en faveur d'une reconnaissance par le pouvoir. La spécificité de cette communauté est en effet d'être fortement politisée et de jouer la carte de l'alliance avec les mouvements russes comme Lad ou la Russkaja občina. Comparés à ceux d'Ural'sk et du Semireč'e, les Cosaques de Sibérie se trouvent dans la situation la plus difficile puisqu'ils sont divisés par la frontière russo-kazakhstanaise, qui les coupe de leurs centres historiques d'Omsk, Tomsk et Barnaul. Ils sont apparus comme les plus ouvertement nationalistes et n'ont pas caché leur approche beaucoup plus « confrontationniste ». Ils sont divisés en deux groupes, ceux dits de la Ligne amère [*Gor'kaja linija*], basés entre Petropavlovsk et Pavlodar et qui se sont plusieurs fois vu refuser leur enregistrement par la Cour suprême<sup>23</sup>, et ceux de

21. Voir C. Poujol, « Cosaques contre Kazakhs : nationalismes, identités et territoire au Kazakhstan », *Le Cercle de Samarcande. Hérodote*, n° 84, 1997, p. 124-142.

22. Voir S. Sagnaeva, « Istoričeskie aspekty formirovanija samosoznanija ural'skogo kazačestva i sovremennye problemy samoidentifikacii kazakov », [Les aspects historiques de la formation de la conscience de groupe de la cosaquerie de l'Oural et les problèmes actuels d'identification des Cosaques] *Vozroždenie kazakov : nadeždy i opaseniya* [La renaissance des Cosaques : espoirs et craintes], Moskva, Carnegie Endowment for International Peace, 1998, p. 167.

23. Voir *Lad*, n° 8, 1994, p. 5.





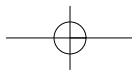
l'Altaï, installés à Ust'-Kamenogorsk. Les nombreux événements sécessionnistes et pseudo-coups d'Etat d'Ust'-Kamenogorsk tout au long des années 1990 laissent paradoxalement apparaître au grand jour l'incapacité des Cosaques à organiser une réelle vie politique autour d'eux<sup>24</sup>.

L'histoire contemporaine des Cosaques du Kazakhstan révèle à de nombreux points de vue les difficultés d'organisation des associations russes, déchirées par des luttes internes et entravées par des ambitions personnelles, mais également la difficulté à penser des solutions novatrices pour ce qu'ils estiment être « le problème russe ». Les Cosaques suscitent aujourd'hui de nombreuses critiques parmi les Russes, qui avaient souvent espéré, dans les premiers temps de l'indépendance, qu'ils pourraient les défendre symboliquement. Leurs grandes fêtes théâtralisées sont perçues comme un folklore provocateur inutile et les multiples schismes personnels ont fait s'effondrer le nombre de Cosaques dans la région du Nord-Est. Sous des dehors folkloriques, toujours à la limite du scandale politique, les Cosaques permettent néanmoins de s'interroger sur la pertinence du « renouveau » national ressenti dans toute l'ex-URSS : au-delà de la « redécouverte » de traditions mises à mal par le régime précédent, on assiste à la constitution de regroupements communautaires dont le but premier est le lobbying, la défense des intérêts du groupe sur le plan politique et social. Une telle analyse permet de mieux comprendre les débats identitaires des milieux cosaques et leur souhait d'être considérés comme un peuple spécifique : outre les sous-entendus culturalistes d'une telle définition de la collectivité, elle est également la garantie d'un certain nombre de droits et favorise la constitution d'une oligarchie se partageant les fonctions de représentation du groupe.

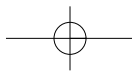
Le cas cosaque soulève le problème du phénomène sécessionniste et/ou autonomiste au Kazakhstan et, au-delà, dans les républiques voisines. En effet, l'affirmation de l'unité territoriale et nationale des nouveaux États et ce, alors que la Russie reste, sur le modèle soviétique, une fédération, suscite de nombreux ressentiments de la part des minorités qui estiment que leurs droits pourraient être mieux reconnus en rejoignant la Russie. Pour les Russes du Kazakhstan, leur situation majoritaire le long de la frontière ainsi que le passé des régions septentrionales servent d'arguments histo-

---

24. Voir A.N. Alekseenko, « Vostočno-kazaxstanskaja oblast' : novoe kazačestvo » [La région Est du Kazakhstan : une nouvelle Cosaquerie], *Vozroždenie kazakov : nadeždy i opasenija*, op. cit., p. 175-181.







riques et démographiques au sentiment d'avoir droit à la reconnaissance d'une autonomie, quelle qu'elle soit. Leur appréhension territoriale du Kazakhstan est donc profondément diversifiée. Suivant la radicalité des discours, différentes solutions au problème russe sont envisagées : entrée du Kazakhstan dans la Russie en tant que république autonome, sécession du Nord du pays, sécession de la seule région de l'Altai, autonomie culturelle internationalement reconnue, entrée du pays dans l'Union Russie – Biélorussie.

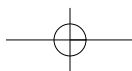
À l'heure actuelle, les mouvements russes ne prônent publiquement que les deux dernières solutions, qu'ils jugent par ailleurs complémentaires. Même si leurs propos privés restent bien souvent radicaux et ne font pas grand état de l'entité kazakhstanaise, ils jouent tous aujourd'hui la carte de l'officialité. Ainsi, à sa première conférence en 1998, l'Association des organisations russes, slaves et cosaques demande des élections par quotas nationaux et exige que les Russes soient reconnus comme « nation constituante de l'État <sup>25</sup> ». Les Russes se laissent ainsi la possibilité de jouer sur plusieurs tableaux : être reconnus à égalité avec les Kazakhs, et dans ce cas, s'investir loyalement dans le nouvel État dans l'espoir d'atténuer son caractère mono-national et de le transformer en un État binational ; être reconnus comme minorité nationale et revendiquer les droits internationaux qui accompagnent ce statut ; ne pas se faire oublier des milieux patriotiques russes en faveur d'un rattachement de tout ou partie du pays à la Russie, au cas où ceux-ci arriveraient au pouvoir à Moscou. La situation des Russes du Kazakhstan ainsi que leurs possibilités d'affirmation politique et identitaire dépendent en effet pour une grande part de l'état de leurs relations avec la Russie et des choix qui y sont faits en leur faveur ou défaveur.

## V. LE PHÉNOMÈNE DE L'ÉMIGRATION

La chute de l'URSS, les multiples interrogations ainsi que les difficultés économiques et sociales qui en ont résulté ont entraîné un considérable flux migratoire des populations européennes d'Asie centrale. Ce flux n'est cependant que la prolongation d'un phénomène qui avait largement débuté sous le régime soviétique dès les années 1970. Ainsi, entre 1970 et 1989, le Kazakhstan avait subi une perte de 940 000 personnes, essentiellement des Russes,

25. Voir *Semirečenskij kazačij vestnik*, Almaty, n° 2, 1998, p. 11.

26. A.N. Alekseenko, « Ètnodemografičeskie processy i emigracija iz suverennogo Kazaxstana : pričiny i perspektivy » [Les processus ethno-démographiques et l'émigration du Kazakhstan souverain : motifs et perspectives] in G. Vitkovskaja



Ukrainiens et Allemands <sup>26</sup>. Ces mouvements migratoires se sont progressivement accrus au cours des années 1980 et se sont perpétués au lendemain de l'indépendance, atteignant leur apogée entre 1992 et 1995. Les flux se poursuivent aujourd'hui encore mais diminuent nettement, la majorité de ceux pouvant et voulant émigrer étant déjà partie. Ces déplacements massifs de population ne sont pas spécifiques au Kazakhstan mais concernent l'ensemble de l'ex-URSS : ainsi, en dix ans, plus de dix millions de personnes se sont déplacées, volontairement ou non.

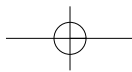
Le Kazakhstan a été le pays le plus touché de l'ensemble des républiques ex-soviétiques puisqu'il a perdu en dix ans environ un million et demi d'habitants, passant de 16,4 millions en 1989 à 14,9 au recensement de 1999. Compensé par la natalité et les migrations en direction du Kazakhstan, ce chiffre signifie que plus de deux millions de personnes ont quitté le pays. Si le Kazakhstan représentait 11 % des migrations internes au territoire soviétique en 1989, il dépasse les 28 % en 2000. On constate un pic atteignant presque les 500 000 personnes en 1994, puis une baisse régulière du nombre de départs jusqu'en 1999, suivi d'une légère remontée depuis 2000 <sup>27</sup>. Si les départs des Russes du Kazakhstan sont proportionnellement moins nombreux que ceux des autres républiques centrasiatiques, leur nombre réel, au vu de l'importante présence russe dans la république, en fait le premier pays « exportateur » de Russes. Ces derniers y sont passés de six millions à quatre et demi : leur part dans la population a baissé de 40 à 30 % en une décennie, avec une moyenne de 150 000 départs par an.

Les Russes qui quittent le pays sont essentiellement des urbains : si ceux-ci étaient en 1989 4,6 millions, ils ne sont plus que 3,4 en 1999, alors que dans le même temps le nombre de Russes vivant en milieu rural n'a baissé que de 300 000 personnes (de 1,3 million à un million). Dans la première moitié des années 1990, les Russes qui migrent viennent essentiellement des régions Sud et Ouest du pays, très majoritairement kazakhes. Dans la deuxième moitié de la décen-

---

(éd.), *Sovremennye ètnopolitičeskie processy i migracionnaja situacija v central'noj Azii*, Moskva, Carnegie Endowment for International Peace, 1998, p. 102. Pour les chiffres du solde migratoire déjà négatif du pays à cette époque, consulter également M. Sužikov (éd.), *Mežnacional'nye otnošenija v Kazaxstane* [Les relations interethniques au Kazakhstan], Almaty, Gylym, 1993, p. 139.

27. Voir T. Klimova, « Tendencii migracionnyx processov v respublike Kazaxstan (sociologičeskij aspekt) » [Les tendances des processus migratoires dans la république du Kazakhstan (aspect sociologique)], *Central'naja Azija i Kavkaz*, n° 3, 2001, p. 206.



nie, les régions Centre, Nord et Est, majoritairement slaves, commencent elles aussi à perdre leur population<sup>28</sup>. On assiste ainsi à une forme de polarisation ethnique entre régions puisque le caractère kazakh du Sud et de l'Ouest va en s'accroissant. Ces régions se sont vidées de leurs populations slaves, voire sont devenues, en certains endroits, presque mono-ethniques : la région de Kzyl-Orda est peuplée de 94 % de Kazakhs et de 2,9 % de Russes, celle d'Atyrau de 89 % de Kazakhs pour 8,6 % de Russes. Dans les autres régions, la baisse du pourcentage de Russes est moins spectaculaire mais reste impressionnante si on la pense en chiffres bruts : ils ont perdu 10 % des leurs dans la région d'Almaty, 17 % dans celle de Mangyşlak, 14 % dans la ville d'Astana et 12 % à Almaty. Les régions de peuplement traditionnel sont proportionnellement les moins touchées : les chiffres officiels, à prendre avec précaution, annoncent seulement 6 % de Russes en moins dans la région du Nord-Est, 3 % dans celles de Karaganda, de Pavlodar et du Nord<sup>29</sup>.

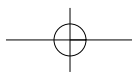
Ces déplacements massifs de population ont de fortes conséquences démographiques et économiques pour le Kazakhstan. Les départs sont en effet proportionnels aux qualifications professionnelles. Ainsi, les couches les plus diplômées, en âge de travailler et de procréer, quittent le pays de manière massive : la part de ceux ayant une éducation supérieure et moyenne spécialisée est passée de 39 % en 1994 à 44 % en 1997 de tous les migrants quittant le Kazakhstan<sup>30</sup>. Les professions intellectuelles seraient à plus de 60 % des migrants potentiels. Les Russes qui restent sont donc souvent de condition sociale inférieure et d'âge plus élevé. Le recensement de 1999 montre ainsi une quasi-inversion de la pyramide des âges entre Kazakhs et Russes, due non seulement à la plus forte natalité kazakhe mais également au départ massif des Russes jeunes : l'âge moyen des Russes du pays est de 45-47 ans, celui des Kazakhs de 23-25 ; les deux tiers des moins de 30 ans du pays sont des Kazakhs<sup>31</sup>.

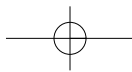
28. Voir A.N. Alekseenko « Pervaja perepis' naselenija v Kazaxstane : nekotorye itogi i ocenki » [Le premier recensement de la population au Kazakhstan : quelques résultats et conclusions], *Migracija VSNG i Baltii : čerez različija problem k obščemu informacionnomu prostranstvu* [Les migrations en CEI et dans les pays Baltes : de la différenciation des problèmes à un espace d'information unifié], Moskva, Adamant, 2001, p. 90.

29. Voir *Kratkie itogi perepisi naselenija 1999 goda v respublike Kazaxstan* [Résultats succincts du recensement de 1999 de la population de la république du Kazakhstan], Almaty, Agentstvo respubliki Kazaxstan po statistike, 1999, p. 100-114.

30. Voir T. Klimova, « Tendencii migracionnyx processov v respublike Kazaxstan (sociologičeskij aspekt) », *op. cit.*, p. 209.

31. Voir la pyramide des âges élaborée par A.N. Alekseenko, « Pervaja perepis' naselenija v Kazaxstane : nekotorye itogi i ocenki », *op. cit.*, p. 96.





Bien que les départs y soient proportionnellement moins nombreux, les régions traditionnellement russes et / ou européennes du Nord et de l'Est du pays sont les plus touchées par les transformations suscitées par le départ des minorités européennes : en dix ans, la région d'Akmola a perdu 122 000 personnes (24 % de sa population), le Nord-Kazakhstan (Petropavlovsk) 186 000 (20 %), celle de Karaganda 335 000 (19 %) <sup>32</sup>. Des quartiers entiers de grandes villes comme Pavlodar sont aujourd'hui entièrement désaffectés tandis que, dans le Centre, les villes minières satellites de Karaganda sont elles aussi presque totalement abandonnées et rappellent les « villes-champignons » de la conquête américaine. Une ville comme Kokčetau a même perdu, en une décennie, environ un tiers de sa population (40 000 personnes). La croissance démographique des régions méridionales du Kazakhstan contraste donc fortement avec le dépeuplement de certaines régions septentrionales, malgré une politique volontariste d'installation dans les villes du Nord des Kazakhs de l'étranger et de ceux du Sud (primes financières, facilités pour l'obtention d'appartements, promotion professionnelle). Les milieux urbains du Kazakhstan connaissent ainsi de profondes évolutions sociales et culturelles : entre les deux derniers recensements (1989-1999), le nombre total de Kazakhs a augmenté dans l'ensemble du pays de 22,9 % mais dans les villes de 45 % <sup>33</sup>. Ce processus n'empêche pas une tendance à la désurbanisation : malgré cette arrivée massive de ruraux kazakhs, la population urbaine du pays a baissé de plus de 8 % <sup>34</sup>.

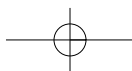
## VI. LE DISCOURS SUR LE « RETOUR » EN RUSSIE

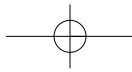
Un certain désarroi saisit les associations russes face à l'ampleur inattendue de ces migrations. Elles y voient la perte de leur principal argument en faveur d'une égalité des droits dans la république : affirmer le droit de six millions de Russes face à sept millions de Kazakhs d'être considérés comme « nation constituante de l'État » semble plus facile à justifier que lorsque ceux-là ne sont plus « que » quatre millions et demi et que leur pourcentage dans la population du pays ne cesse de diminuer. Un argument majeur, celui du nombre, disparaît peu à peu et ne peut aller qu'en ce sens au vu du décalage de taux de natalité entre Russes et Kazakhs. La poli-

32. *Lad*, n° 1, 2003, p. 8.

33. *Ibid.*, p. 90.

34. Le recensement de 1999 affiche pour le pays 55 % d'urbains et 45 % de ruraux.





tique des associations russes est donc on ne peut plus ambiguë sur la question du départ. Officiellement, toutes invitent leurs concitoyens à rester pour affirmer leurs droits sur le sol kazakhstanais : une présence massive des Russes dans le pays est même la raison d'être de ces organisations. Ainsi, en 1994, année du pic des départs, Lad organise une conférence au titre révélateur : « Frères Slaves, ne partez pas ! » La conclusion de la conférence affirme que les Russes vivent sur la terre de leurs pères et qu'ils sont liés, par leur mentalité, aux Kazakhs<sup>35</sup>. Le journal martèle dans tous ses numéros la nécessité de rester sur place afin de se battre pour ses droits et continuer à affirmer le Kazakhstan comme une patrie pour les Russes : « Il faut d'abord essayer de changer la vie en mieux, ici, au Kazakhstan<sup>36</sup> ».

Au fil des années, surtout après 1996, le discours de Lad se nuance et cesse d'appeler les Russes à rester. Les associations de défense des Russes ne peuvent en effet aller à l'encontre d'un flux aussi massif et se doivent de le suivre, de l'encadrer, voire de le soutenir. À cela s'ajoutent des motifs économiques intéressés : les personnes souhaitant partir s'adressent spontanément aux associations censées les représenter afin de se faire aider sur le plan juridique et celles-ci se transforment peu à peu en agences commerciales. Le 10 octobre 2000, lors d'une visite officielle de Poutine au Kazakhstan, une rencontre avec les représentants des mouvements russes est organisée à Astana. C'est la première de ce genre, un geste évidemment fort apprécié par les Russes du pays et qui renforce l'image de Poutine comme un homme fort, sensible à la question nationale. Le leader de Lad V.M. Mixajlov, lui rappelant la situation difficile de ses concitoyens, évoque trois possibilités : l'obtention d'une autonomie culturelle permettant aux Russes de rester au Kazakhstan, un rattachement territorial de certaines régions à la Russie, un départ massif et organisé pour la Russie. Selon les dires de Mixajlov, Poutine récuse immédiatement la deuxième solution et reconnaît que la troisième lui semble intéressante pour le devenir de la Russie<sup>37</sup>.

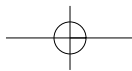
Cette évocation d'un départ massif et ce que les mouvements russes considèrent comme un acquiescement de Poutine provoquent au Kazakhstan une importante polémique. Exaltés par la rencontre, plusieurs leaders russes proposent, dès novembre 2000, d'organiser

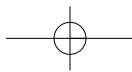
---

35. *Lad*, n° 7, 1994, p. 3.

36. *Lad*, n° 8, 1995, p. 3.

37. *Lad*, n° 11, 2000, p. 3.



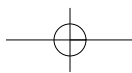


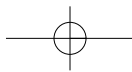
eux-mêmes ce départ collectif et mettent immédiatement en branle tout un processus d'information le concernant. Ce projet, qui répond au nom de « premier convoi » [*Pervyj èšelon*], selon l'ancienne terminologie soviétique donnée aux groupes partant pour la campagne des terres vierges, n'inviterait pas au départ tous les Russes du pays mais uniquement ceux qui souhaitent de toute façon rompre avec le Kazakhstan. Priorité serait donnée à ceux venus pour la campagne des terres vierges et à leurs descendants. Les arguments avancés en faveur de ce départ collectif sont nombreux. Le premier concerne la baisse démographique que connaît actuellement la Russie : l'arrivée de plusieurs millions de Russes ne serait qu'une compensation à l'épuisement russe de la période soviétique. Le second argument est économique : le dépeuplement des régions centrales du pays et de Sibérie affaiblirait le potentiel du pays. Les terres non noires [*Nečernozem'e*] de Russie, qui ne sont pas des steppes mais des espaces de forêts et de marécages, devraient être offertes aux nouveaux arrivants qui vont les travailler<sup>38</sup>. Cette zone qui regroupe plus de trente millions d'hectares avait déjà été décrétée « deuxième campagne des terres vierges » [*vtoraja celina*] par le PCUS en 1974.

L'enjeu du départ met en lumière le gouffre qui sépare les milieux associatifs d'un côté, la majorité des Russes de l'autre. Les activistes n'ont dans un premier temps pas su réagir à la vague de départs, surpris que la population ne cherche pas à se défendre sur place et préfère l'émigration silencieuse à la lutte politique. Ils ont par la suite tenté de soutenir ces départs et même de les encadrer : avec le projet du « premier convoi », la fonction des associations russes change dans son principe même. L'objectif originel de structurer la vie politique, sociale et culturelle des Russes dans chacune des nouvelles républiques se transforme en l'organisation collective du départ. L'atmosphère d'exaltation suscitée par le « premier convoi » est vite retombée. Une fois rentré en Russie, Poutine n'a rien fait pour aider à la mise en œuvre de ce projet, qui nécessiterait de forts engagements financiers et logistiques du côté russe. Les associations ont cherché à activer les différents services administratifs compétents, en particulier ceux des migrations, sans succès. La déception est amère et l'interprétation sans appel : les Russes du Kazakhstan sont dans un premier temps surpris, puis choqués, du peu d'intérêt que leur porte la Russie. En cette époque où tous les

---

38. *Lad*, n° 7-8, 2001, p. 6.





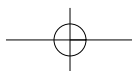
discours sont à l'affirmation de l'identité nationale et où le Kazakhstan invite les Kazakhs de l'étranger à « rentrer », la neutralité de la politique russe sur la question des Russes d'Asie centrale est jugée incompréhensible par les premiers intéressés : la mère-patrie aurait-elle oublié ses compatriotes ? Les mouvements russes sont particulièrement choqués de l'absence, en Russie même, de toute référence à un principe de préférence nationale : les législations en cours sont communes à l'ensemble des individus désirant vivre en Russie ou y prendre la citoyenneté, les Russes « ethniques » étant égaux aux autres.

La question de l'intégration des Russes ayant quitté le Kazakhstan pour la Russie est également un sujet épineux. Les migrants venus d'Asie centrale ont des réseaux et des stratégies d'installation en Russie différents selon leur provenance et leur ancienneté dans le pays. Les premiers à être partis sont ceux qui étaient arrivés pour la campagne des terres vierges : leur ancrage au Kazakhstan ne datait que de quelques dizaines d'années et, ayant encore des liens familiaux étroits avec la Russie, ils ont pu faire jouer leurs réseaux de solidarité pour repartir. Ceux qui avaient la possibilité de s'installer dans les grandes villes de Russie, particulièrement dans la capitale, ou qui occupaient des fonctions professionnelles recherchées sont eux aussi partis rapidement. La situation s'avère plus difficile pour les Russes installés au Kazakhstan depuis plusieurs générations, en particulier les descendants des paysans venus dans les steppes au début du siècle : les liens familiaux avec la Russie sont rompus et nombreux sont ceux qui ne connaissent aucune autre république. La Russie est pour eux une patrie toute théorique dans laquelle « personne ne nous attend ».

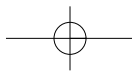
Malgré la faiblesse des enquêtes sociologiques menées en Russie même parmi les Russes ayant quitté le Kazakhstan, plusieurs spécificités apparaissent<sup>39</sup>. Les Russes du Kazakhstan sont par exemple plus éduqués, plus diplômés et ont un niveau social supérieur à la moyenne des citoyens de Russie. La pyramide sociale des Russes d'Asie centrale révélait déjà de telles particularités à la période soviétique : les républiques du Sud étaient demandeuses en spécialités professionnelles liées au monde des entreprises et au ter-

---

39. Des travaux généraux sur les Russes réinstallés en Russie ont été menés mais aucun n'est spécifiquement consacré aux anciens « Centre-asiatiques » : H. Pilkington, *Migration, Displacement and Identity in Post-Soviet Russia*, London – New York, Routledge, 1998 et M. Flynn, *Migrant Resettlement in the Russian Federation : Reconstructing 'Homes' and 'Homelands'*, London, Anthem, 2004.







taire et attiraient donc à elles des classes sociales élevées<sup>40</sup>. L'émigration renforce cette caractéristique puisque ceux qui ont le plus souffert professionnellement et qui ont quitté leur république pour la Russie appartiennent en grand nombre aux domaines de l'industrie et de la fonction publique. À l'exception de régions agricoles comme le Nord du Kazakhstan (et, au Kirghizstan, les pourtours de l'Issyk-Kul), les Russes d'Asie centrale sont majoritairement urbains. Pour nombre d'entre eux néanmoins, le retour en Russie signifie le retour à la terre. Ce processus qui a été, dans les discours, mis en valeur et doté d'une forte symbolique, s'est révélé difficile à mettre en pratique. Les Russes du Kazakhstan cherchant à partir savent qu'il leur faudra le plus souvent s'installer dans des régions agricoles vides et difficiles à cultiver, mais le discours, collectif et individuel, exalte cette expérience : le retour à la terre est vécu comme régénérateur, il permet de « repartir de zéro », de reconstruire une nouvelle vie après l'échec de l'expérience kazakhstanaise.

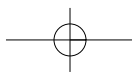
Chaque Russe kazakhstanaise a parmi ses proches, sa famille, ses collègues, voisins ou amis, de nombreuses connaissances parties en Russie. Les récits sont bien souvent les mêmes : les Russes qui ont fait la démarche, psychologiquement difficile et matériellement peu rentable, de tout vendre et de s'installer dans la province russe, sont motivés pour travailler. Ils s'installent cependant dans des régions en pleine crise sociale : usines fermées, chômage généralisé et alcoolisme massif. Les réactions d'hostilité face aux nouveaux arrivants, bien que russes eux aussi, ne se font pas attendre : nombreux sont ceux qui doivent faire face à la jalousie des villageois déconcertés par l'envie de réussir des Kazakhstanaise et à la multiplication des actes de violence gratuits (maisons brûlées, etc.)<sup>41</sup>. Cette intégration difficile est aggravée par le fait que les Russes du Kazakhstan s'installent en Russie suivant des réseaux de connaissances et des systèmes d'entraide parallèles. Se constituent ainsi des villages ghettos, où la quasi-totalité de la population vient d'Asie centrale en général ou d'une république en particulier<sup>42</sup>. Ce regrou-

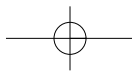
---

40. Pour des chiffres révélateurs de cette différence à la période soviétique, voir H. Carrère d'Encausse *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS, op. cit.*, chap. III, p. 109-146.

41. Récits de nombreux Russes lors d'entretiens réalisés dans toute l'Asie centrale entre 1999 et 2003. Consulter également le *Vestnik foruma pereselenčeskix organizacij* qui, dans de nombreux numéros, relate la montée de la xénophobie des Russes à l'encontre des migrants, qu'ils soient russes ou non.

42. *Sojuznaja gazeta*, Moskva, n° 3, 2001, p. 2.





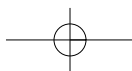
pement communautaire est involontaire en soi : les Russes ne cherchent aucunement à préserver une identité kazakhstanaise collective une fois installés en Russie. Il suscite néanmoins une forme d'identité par la négative puisque ces Russes qui ont tant cherché à se faire reconnaître comme Russes sont considérés par leurs nouveaux voisins, russes eux aussi, comme des Tadjiks, Ouzbeks, Kazakhs, etc.<sup>43</sup> Ainsi, pour les Russes du Kazakhstan, si la patrie d'où viennent les pères [*otečestvo*] est bien la Russie, la patrie où l'on est né [*rodina*] reste malgré tout, affectivement, le Kazakhstan.

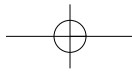
### CONCLUSION

La question des Russes du Kazakhstan constitue un mode d'entrée dans plusieurs problématiques plus générales. Tout d'abord, celle de la nature du « colonialisme » russe en Sibérie et en Asie centrale, qui pose en retour la question de l'identité russe et de son rapport paradoxal à l'État et au territoire : si le Turkestan fut un espace colonial « classique », qu'en est-il du Nord du Kazakhstan, de l'Oural et de l'Altaï, dont l'histoire du peuplement s'inscrit dans celle de l'avancée russe en Sibérie ? Ensuite, celle du devenir d'une Asie centrale enfin indépendante, qui doit apprendre à gérer simultanément sa diversité nationale, son enclavement géopolitique, économique, et la montée de régimes autoritaires en son sein. Enfin, celle de l'ensemble de l'espace post-soviétique, confronté à des processus communs d'ajustement identitaire entre État, territoire et population, à de nouvelles relations entre centre et périphérie, problèmes auxquels chaque entité étatique répond de manière spécifique.

Le territoire du Kazakhstan n'est pas considéré par les Russes comme celui de l'empire colonial établi au XIX<sup>e</sup> siècle au Turkestan mais comme celui conquis lors de l'avancée russe en Sibérie. Même si, en réalité, une partie de l'actuel Kazakhstan n'a réellement été assujettie que dans les années 1860, des régions comme l'Oural, le Nord du pays et l'Altaï, marquées par la présence russe depuis les XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, sont appréhendées comme le référent historique premier. Faire le deuil d'un territoire ayant une si forte symbolique nationale pose alors problème : refuser aux Russes le droit de se considérer comme des *natives*, et donc d'avoir « droit au sol » dans

43. Voir H. Pilkington & M. Flinn « Čužie na rodine ? Issledovanie "diasporal'noj identičnosti" russkix vynuždennyx pereselencev » [« Étrangers dans leur patrie ? Recherche sur "l'identité diasporique" des déplacés forcés russes »], *Diaspory*, Moskva, n° 2-3, 2001, p. 8-34.

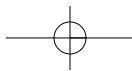
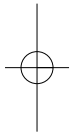


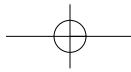


le Nord du pays, est perçu comme une remise en cause de l'ensemble de la présence russe au-delà de l'Oural. Toute l'histoire de la Russie et son unité territoriale contemporaine se trouvent alors indirectement en jeu : si les Russes n'ont aucun droit sur l'Altaï (dans lequel des vieux-croyants se sont installés depuis le XVII<sup>e</sup> siècle) sous prétexte que le territoire appartient aujourd'hui à une entité nationale indépendante, alors le Caucase, la Sibérie et la région Volga-Oural, peuplés de peuples non russes et disposant d'entités administratives autonomes, peuvent eux aussi se voir un jour remis en cause dans leur appartenance au monde russe.

Quel que soit le devenir des Russes du proche-étranger, leur retour vers la mère-patrie, commencé dès les années 1970, est probablement un élément majeur, sur le long terme, de l'histoire de la Russie. En effet, pour la première fois depuis cinq siècles, l'espace occupé par des populations russes se réduit. Il resterait alors à savoir où s'arrêtera ce retour des Russes de l'étranger en Russie : le démantèlement de l'URSS annonce-t-il la possible implosion de la Fédération dans les régions où populations russes et allogènes sont imbriquées ? Le départ des Russes des espaces périphériques du pays pour les régions centrales signale-t-il cette évolution ?

Depuis 1991, le Kazakhstan et plus généralement les États d'Asie centrale, comme leurs voisins post-soviétiques, développent dans leurs discours publics une rhétorique sur leur volonté d'indépendance et leur exigence de décider seuls des choix politiques et économiques à faire. L'émigration massive des Russes et des populations européennes réalise leurs vœux mieux encore que le désengagement international de la Russie à leur égard : la diversité nationale de l'Asie centrale est en baisse, le caractère mono-national des États se renforce. Ce phénomène officiellement tant attendu laisse pourtant les directions au pouvoir seules face à leurs responsabilités : plus le temps passe et plus il leur sera difficile d'accuser le « passif russo-soviétique » en matière de démocratie, de choix industriels ou agricoles, d'écologie afin d'expliquer certains de leurs échecs. Le Kazakhstan n'était pas le mieux parti dans sa quête de l'État-nation : population clairsemée et peu nombreuse pour un territoire immense, peuple éponyme minoritaire dans son État en 1991, langue nationale fortement concurrencée par le russe même chez ses locuteurs « naturels », importantes minorités européennes, caractère foncièrement russe de certaines régions frontalières, etc. Pourtant, même avec de tels handicaps, le Kazakhstan semble avoir réussi le pari du maintien de l'intégrité territoriale et de l'affirmation nationale. Le prix à payer pour ce succès reste toutefois consé-





quent : l'autoritarisme politique, l'exclusion des minorités nationales de la vie publique et un appauvrissement culturel dont les conséquences et l'ampleur n'ont pas encore été mesurées à leur juste valeur.

*Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC)*

### *RÉSUMÉ*

Cet article fait le point sur la situation de la principale minorité d'Asie centrale, les Russes du Kazakhstan. La quasi-impossibilité d'une représentation politique de la minorité russe, la kazakhisation linguistique et ethnique de l'ensemble de la fonction publique ainsi que les difficultés économiques conduisent à d'importants flux migratoires de « retour » des Russes du Kazakhstan vers la Russie et à une difficulté de la part de la communauté à penser sur le plan identitaire sa « mise en minorité » actuelle.

### *MOTS-CLÉS*

Kazakhstan ; minorités nationales ; russophonie ; Cosaques ; migrations.

